

Jonathan Hill, commissaire européen

«Si les Britanniques votent non, la sortie sera longue, compliquée et douloureuse»

LES PHRASES CLÉS

«La Grande-Bretagne doit rester dans l'Union européenne.»

«Un des aspects positifs de ce référendum, c'est que pour la première fois, et depuis longtemps, les Britanniques ont l'occasion de positiver le fait de faire partie de l'Union.»

« Depuis deux ou trois jours, la tonalité du débat a changé, c'est en tout cas ce que je vois. Mais de là à dire que c'est la conséquence de cette terrible tragédie, qui est avant tout un drame personnel pour deux enfants et un mari... »

INTERVIEW VINCENT GEORIS

Lord Hill, baron d'Oareford, est britannique jusqu'au bout des ongles. Ce membre très influent des Tories (conservateurs) a acquis ses galons au «10 Downing Street», au service de John Major, lors de la négociation du Traité de Maastricht. Eurosceptique, il participe à cette époque au départ du Royaume-Uni de l'Union monétaire européenne. Une décision de Major, qui provoquera des dissensions et lui coûtera le pouvoir.

Quinze ans plus tard, lorsque le Premier ministre David Cameron le désigne pour rejoindre la Commission européenne, il fait d'abord la moue. Avant d'accepter le portefeuille des Services financiers. Une belle affaire pour Jonathan Hill, qui est aussi un ancien lobbyiste de la City. Une moins bonne lorsqu'on est le commissaire anglais... et que se pointe un référendum sur la sortie de la Grande-Bretagne de l'UE, le fameux Brexit. C'est à Bruxelles, pourtant, que sa conversion au projet européen s'accomplira.

Officiellement, ni l'exécutif européen, ni ses commissaires ne peuvent prendre parti dans le débat sur le Brexit. Jonathan Hill a toutefois accepté de rencontrer L'Echo en exclusivité. Et de donner son avis.

La Grande-Bretagne doit-elle rester dans l'Union européenne?

Où sont mes notes, où est mon briefing? (rires)... Pour moi, c'est clair. La Grande-Bre-

tagne doit rester dans l'Union européenne. Par le passé, j'ai fait campagne contre l'entrée du Royaume-Uni dans l'euro. Je n'ai jamais été un grand idéaliste à propos de l'intégration européenne. Ni beaucoup aimé les très grands projets, les très grandes entreprises. J'aime les petites choses. Aujourd'hui, alors que je travaille au sein du système, je peux voir les nombreux bénéfices que peut retirer le Royaume-Uni à rester dans l'UE. Je le vois dans mon propre portefeuille, les services financiers.

Le fait d'être membre du marché intérieur nous permet de faire du commerce dans un grand marché de 500 millions de personnes, avec des tarifs et des conditions avantageuses. Aucune alternative au marché intérieur, proposée par les pro-Brexit, n'est crédible.

Depuis que la Grande-Bretagne est membre de l'Union européenne, son économie est devenue plus robuste.

Vous connaissez ces avantages parce que vous êtes dans le système. Mais pour vos concitoyens, c'est différent, non?

Un des aspects positifs de ce référendum, c'est que pour la première fois, et depuis longtemps, les Britanniques ont l'occasion de positiver le fait de faire partie de l'Union. Les gens n'avaient plus parlé depuis une dizaine d'années des bénéfices d'être dans l'Union. Le résultat, c'est qu'ils ont fini par ne plus connaître ces avantages, à les sous-estimer.

À côté de cela, vous entendez des inepties, comme le fait que l'Union va créer une armée, que la Grande-Bretagne sera forcée de

faire partie de l'euro, que la Turquie rejoindra l'Europe demain et que 70 millions de Turcs viendront vivre chez nous. Tout cela est faux, et c'est bien d'en parler.

Les pro-Brexit ont été plutôt agressifs durant la campagne...

La tonalité du débat a été dure par moments, c'est vrai. Durant cette campagne, certaines personnes ont été sous l'influence des techniques de Donald Trump. Asséner des vérités en jouant sur les peurs des gens. Un tas de gens disent qu'ils auraient aimé avoir plus d'informations, et auraient voulu un débat plus équilibré.

Heureusement, les gens sont capables de faire la différence entre les questions de fond et celles qui touchent le caractère. Ils sont capables de voir quand on joue avec les peurs.

En cas de Brexit, certaines personnes pensent que l'Union européenne pourra mieux poursuivre son intégration. Qu'en pensez-vous?

Il n'existe pas une vision européenne unique,

nous l'avons vu ces derniers temps, suite à la crise de la migration, la crise économique. C'est impossible de dire que l'Union fera un grand pas en avant dans l'intégration en cas de Brexit. Certains le diront, d'autre pas. Si vous prêtez attention à certaines déclarations du président du Conseil Donald Tusk, les opinions sont plus nuancées.

Que perdrait l'Europe si le Royaume-Uni s'en allait?

Le Royaume-Uni est une grande puissance économique, il a une position forte en matière de défense, dans le domaine de la sécurité. Travailler ensemble sur ces questions nous confère plus d'influence sur le reste du monde. C'est vrai pour le marché intérieur, qui est plus attractif et plus grand avec nous, comme c'est le cas pour les services financiers et la diplomatie. D'un point de vue géopolitique, l'Europe se fait mieux entendre avec la Grande-Bretagne.

À l'inverse, dire qu'il faut quitter l'UE pour se faire entendre dans le reste du monde est faux. Un État européen peut avoir une voix dans le monde à travers ses relations bilatérales, tout en amplifiant en étant dans une organisation plus grande.

Le meurtre de la députée pro-européenne Jo Cox va-t-il influencer le référendum?

Depuis deux ou trois jours, la tonalité du débat a changé, c'est en tout cas ce que je vois. Mais de là à dire que le résultat va changer. Je pense que non. Avant tout, c'est une terrible tragédie, un drame personnel pour deux enfants et un mari.

Les gens vont voter sur base des raisons pour lesquelles ils auraient de toute façon voté. En choisissant l'option la moins risquée, celle qui a le plus de sens à long terme.

Certaines personnes du camp du «Leave» ont mené campagne durement, comme Nigel Farage. Cela a-t-il contribué au drame?

Je ne peux pas dire qu'il y ait un lien de cause à effet. Il y a des gens dérangés dans toutes les sociétés. Et malheureusement, cette chose horrible est arrivée à cette occasion.

Qu'allez-vous devenir si le Royaume-Uni quitte l'Union européenne?

Reposez-moi la question vendredi matin. Je ne traverse jamais les ponts avant l'heure. Ce qui va m'arriver n'est pas important en soi. Ce qui va arriver à 62 millions de mes concitoyens, ça, c'est important.

Que se passera-t-il en cas de Brexit?

Si les Britanniques votent non, et je vais être clair là-dessus, la sortie de l'UE sera longue, compliquée et douloureuse. C'est juste un fait. Si vous êtes en dehors du marché inté-

rieur, vous redevenez un pays tiers comme tous les autres, et vous devez mettre en œuvre un processus équivalent avec vos propres règles. Tout cela est un processus incertain pour le Royaume-Uni. Cela veut dire moins de bénéfices, plus de coûts et le départ d'entreprises de Londres vers l'Europe.

Le camp du «Leave» affirme que la Grande-Bretagne, si le Brexit l'emporte, pourra prendre très vite des décisions unilatérales. Qu'en pensez-vous?

Il y a tellement d'impondérables que je ne spécule pas sur ce qui peut arriver. Les arguments de la campagne du «Leave» sont fondés sur le changement. Beaucoup de gens attendent ce moment depuis un quart de siècle. Et malgré cette attente, ils ne sont

toujours pas capables de répondre à la question fondamentale: le Brexit sera-t-il positif, ou pas, sur le plan économique? Cela illustre le problème au cœur de la campagne du «Leave». Ils ne sont pas sceptiques dans le sens noble du terme, ils ne se demandent pas ce qui va se passer. Ils disent simplement que tout ira pour le mieux dans le meilleur des mondes.

La presse britannique est plutôt eurosceptique. Cela a-t-il empoisonné le débat?

Les journaux auxquels vous faites référence sont liés aux partis traditionnels. Donc, oui, cela a influencé le débat dans le parti conservateur. Mais je crois que les gens, quand ils vont voter, sont capables de discerner entre le bruit et la vision de leur propre intérêt. À ce moment, ils se posent des

questions fondamentales: qu'est-ce qu'il va m'arriver, à moi et à mon travail, à ma famille? Mes amis européens me disent que les Britanniques sont irritants, sans émotions... Nous sommes très pragmatiques, en fait. Nous n'avons pas d'émotions à l'égard des grandes visions.

Le parti conservateur est profondément divisé à cause de ce référendum. Va-t-il y survivre?

Nous survivons depuis très longtemps. Je crois que le parti conservateur est le plus ancien du monde et celui qui a remporté le plus de victoires. Les gens prédisent toujours la fin du Labour ou celle du parti conservateur, et dans tous les cas, ils ont prouvé leur grande résilience.

Mais vu les divisions causées à droite, n'était-ce pas contre-productif de lancer le référendum?

La question de confiance en l'Europe existe depuis longtemps, et dans d'autres pays. Trouver une solution pour le Royaume-Uni, la débattre, la soumettre au vote et ensuite tirer trait sur cette affaire, c'est une manière d'apaiser les inquiétudes. L'effet que cela peut avoir sur un parti politique est d'un intérêt secondaire. Vous savez, il existe une leçon récurrente en politique qui veut que les choses considérées comme les plus inévitables finissent pas ne plus avoir d'importance après deux semaines.

CV

Né en 1960, Jonathan Hill a décroché un Master of Arts à l'**université de Cambridge**. Il débute sa carrière en 1985, dans le département de recherche des **Tories**, le parti conservateur britannique.

De 1992 à 1994, il est **secrétaire politique du cabinet politique du Premier ministre John Major**, durant les négociations du Traité de Maastricht.

Homme d'affaires, il est aussi le fondateur et ancien directeur du bureau privé **Quiller Consultants**. Jonathan Hill détient également une participation dans **Huntsworth**, une société internationale de relations publiques cotée à la Bourse de Londres.

En 2010, il devient pair à vie en tant que **baron Hill d'Oareford**.

Depuis 2013, il est **leader de la Chambre des Lords**.

En 2014, Lord Hill devient **commissaire européen** à la Stabilité financière, aux Services financiers et à l'Union du marché des capitaux.